

Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France, Réseaux sociaux et Internet peuvent-ils faire mieux que les syndicats et partis politiques pour protester contre la politique de M. Macron ?

A. Relever dans le document :

- 1. Les origines, les acteurs et les vecteurs du mouvement des « gilets jaunes »**
- 2. Le positionnement des milieux politiques par rapport à cette mobilisation**
- 3. Les problèmes que pose ce genre de mouvement**

B. En quoi ce mouvement est-il représentatif de l'évolution du rapport des Français aux structures traditionnelles (parti, syndicat) de l'espace public ?

C. En quoi la structuration de ce mouvement est-elle symptomatique d'une redéfinition de la sphère médiatique ?

Document : Iris Peron, *Gilets jaunes: une grogne éparse, propice à la récupération*, L'Express, 5 novembre 2018

Les appels à la contestation contre la hausse du carburant foisonnent. Et certains veulent ériger le gilet jaune en symbole.

Les manifestants de toutes occasions en avaient déjà fait un atout visibilité, lors des défilés dans les rues, pendant les blocages d'usine, de prison. Cette fois, le gilet jaune pourrait, à l'instar du bonnet rouge, prendre une valeur plus symbolique, politique. Le mouvement de colère issu de la hausse des prix du carburant a choisi de fédérer derrière la chasuble fluo.

Les initiateurs de plusieurs appels à une manifestation d'ampleur, le 17 novembre, sont déterminés à faire de ce gilet de sécurité un signe de ralliement entre automobilistes déçus par la volonté gouvernementale d'instaurer une nouvelle hausse des taxes au 1er janvier, sur l'essence et le diesel.

"Un petit code couleur pour montrer que vous êtes d'accord"

Difficile de déterminer l'origine de l'évocation de cet accessoire comme symbole de la grogne populaire. Dans une vidéo diffusée le 23 ou 24 octobre et depuis devenue virale, un homme lance un appel au blocage "pour le gasoil, pour les taxes pour tout" et s'adresse à "ceux qui sont d'accord pour le mouvement": "On a tous un gilet jaune dans la bagnole, foutez-le en évidence sur le tableau de bord toute la semaine, jusqu'au 17". Il s'agit pour lui d'un "petit code couleur pour montrer que vous êtes d'accord avec nous, avec le mouvement."

Les jours suivants, d'autres internautes lui emboîtent le pas sous le hashtag #giletjaune, formulant un appel similaire à poser ce gilet de sécurité à l'avant de son véhicule. Tous ont en ligne de mire la grande manifestation, prévue dans deux semaines.

Si des dizaines d'internautes ont partagé depuis des photos d'initiatives similaires sur les réseaux sociaux, difficile de quantifier la résonance de cet appel, qui se mêle à celui bien plus large d'un rassemblement le 17 novembre. Certains auteurs de ces tweets clament ne faire là "aucun choix politique", d'autres sont indéniablement politisés, voire encartés.

On trouve notamment des messages de soutien à l'initiative publiés par un secrétaire du Rassemblement national dans le Doubs, ou par son homologue dans le 95.

Cette grogne populaire semble propice à la récupération politique. Une instrumentalisation dénoncée dès la fin du mois d'octobre par Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement. Dans son viseur: Le Rassemblement national et Debout la France. Tout deux ont effectivement apporté leur soutien à la multitude d'appels au blocage. "Nous rejoindrons la contestation qui monte", martelait dès le 26 octobre Marine Le Pen.

Des récupérations à droite et à gauche

Sur RTL ce lundi matin, Nicolas Dupont-Aignan a notamment appelé à "mettre son gilet jaune sur le pare-brise" et propose que, le 17, les automobilistes klaxonnent "sur tous les carrefours de France pour que l'Élysée entende la colère légitime des Français". Un membre de son parti, Franck Buhler, auteur d'une vidéo d'appel à la contestation, visionnée des millions de fois, a -même s'il n'est pas à l'initiative du mouvement- contribué à le populariser, rappelle *Libération*.

Mais ces deux partis très à droite ne sont pas les seuls à soutenir cette grogne. Le député insoumis François Ruffin, s'est également emparé de la question, souhaitant "comprendre" l'essence du mouvement, plutôt que de déterminer si des "fachos" en étaient à l'origine. Une interrogation partagée par Jean-Luc Mélenchon, lors d'un meeting à Lille. Un autre parlementaire, Jean Lassalle, a lui diffusé un appel à la manifestation sur Twitter, arborant dans une vidéo l'un de ces gilets.

Certains voudraient voir dans ce mouvement, au delà du code couleur, des similitudes avec celui des "Bonnets Rouges". Mais à l'heure qu'il est, il semble ardu de percevoir dans cette grogne dépourvue de porte-parole, de structure et de soutien syndical, le poids atteint par celui des Bretons, partis il y a cinq ans en guerre contre les portiques écotaxes.

400 événements recensés

Dans les faits, alors que les Bonnets rouges étaient largement portés par le maire de Carhaix Christian Troadec, aucune personnalité emblématique ne se dégage vraiment de ce mouvement qui fédère les usagers de la route et s'est largement constitué à partir d'initiatives locales. L'auteure d'une vidéo de protestation adressée au gouvernement et vue plus de 5 millions de fois, Jacline Mouraud, qui aurait pu endosser ce rôle de porte-parole médiatique, ne mentionne même pas le port de ce gilet.

Pour l'instant, les appels au rassemblement essaient donc, mais seulement à l'échelle locale. Une carte, publiée sur le site Blocage 17 novembre en recense 400 à ce jour. Sans surprise, tous les points de manifestations prévues sont illustrés par... un gilet jaune et les créateurs du site conseillent aux participants le port de l'accessoire durant la manifestation.

Preuve de la prise en compte de la grogne, la police se veut en tout cas rassurante. "Non, les policiers ne confisqueront pas les gilets jaunes le 17 novembre!", a-t-elle twitté, pour mettre fin à certaines rumeurs aux accents conspirationnistes.